

DES AMERINDIENS S'EN PRENNENT AU JO DE 2010

VANCOUVER Les Shalishs goûtent peu le développement du tourisme qui accompagne les JO.

Avant même que les JO de Pékin ne débutent, la polémique agite Vancouver, siège des futurs Jeux d'hiver en 2010. Des organisations amérindiennes mènent une fronde contre les destructions environnementales que pourraient causer l'olympiade canadienne.

Selon le quotidien canadien *Globe and Mail* du 28 février dernier, Jacques Rogge, président du Comité international olympique (CIO) se dit fier de la ville hôte. Il soutient le Comité d'organisation de Vancouver (VANOC) comme le premier à « utiliser les Jeux comme catalyseur du changement social » : Il souligne aussi la haute qualité environnementale des bâtiments qui accueilleront les épreuves olympiques.

Un avis que ne partage pas l'activiste canadienne Naomi Klein. Dans *The Guardian*, l'auteure de *No Logo* affirme que le comité olympique n'a pas consulté les populations indigènes concernées. Or, juridiquement, selon la Proclamation royale de 1763, les territoires qui seront utilisés n'ont jamais été cédés au gouvernement fédéral.

L'argument est avancé par une grande partie du peuple Shalih, bien décidé à bloquer l'expansion touristique de la région. Bien que certains chefs prennent part au VANOC, beaucoup critiquent vigoureusement l'expansion des stations de sports d'hiver. Pour cette région déjà très touristique, les Jeux de 2010 vont de pair avec la construction de nouvelles infrastructures. Hôtels et télécabines devraient bientôt fleurir sur les dernières terres de chasse intactes des indigènes.

En 2003, une délégation d'Amérindiens était d'ailleurs venue en Suisse pour informer le CIO des violations des droits des indigènes au Canada.

Jules De Bernis